
Search for Common Ground – Côte d’Ivoire

Points-clé de la Recherche-Action

Projets EIDHR et PUR III.

Fondée en 1982, SFCG est une organisation internationale non-gouvernementale qui a pour mission de transformer la façon dont le monde gère des conflits. SFCG soutient des programmes dont le but est de résoudre les conflits par le consensus, trouver des solutions aux problèmes de manière collaborative pour promouvoir la réconciliation. Les programmes de SFCG créent et mettent en œuvre des modèles innovatifs pour la bonne gestion et la transformation de conflits, passant des approches de confrontation vers des solutions de coopération.

Avec la mission de transformer la manière dont le monde gère les conflits, l'approche de SFCG dans les pays de l'Union du Fleuve Mano et en Côte d'Ivoire est de développer des stratégies régionales et des outils multidimensionnels pour travailler sur quatre thèmes qui sont d'importance majeure: ***l'Engagement des jeunes, le Leadership, l'Exclusion et la Communication et l'Information.***

Guidée par une stratégie régionale, SFCG en Côte d’Ivoire travaille sur des thèmes sujets à conflit au niveau régional en parallèle avec les programmes nationaux au Liberia, Sierra Leone et en Guinée. En 2005, SFCG a établi des studios de production à Daloa et à Abidjan selon le même modèle du Liberia et de la Sierra Leone avec tout en ayant le même objectif de réduction des violences politiques et ethniques.

INTRODUCTION

Etabli en 2005, SFCG en Côte d’Ivoire a initié une programmation qui intègre des programmes multimédia avec d’autres programmes organisés au sein des communautés cibles en se concentrant dans le nord et dans le sud du pays. Avec des studios à Daloa et à Abidjan, SFCG a développé une audience nationale pour ses programmes hebdomadaires, diffusés de façon régulière, en abordant des sujets de la gouvernance, de la réconciliation et du conflit.

SFCG en Côte d’Ivoire et la Commission Européenne (CE) ont signé un accord [1] de coopération pour promouvoir le dialogue social autour du processus démocratique et électoral en Côte d’Ivoire pour renforcer la confiance de la population ce qui concerne les institutions et le processus de réconciliation nationale. Réaliser cela signifie mettre fin la période de transition tout en s’assurant que les Ivoiriens soient bien informés sur le processus électoral et autres processus nationaux. L’approche utilisée par SFCG consiste en l’élaboration de programmes-médias et d’autres activités au sein des communautés en appuyant les groupes constitutifs de la population afin d’être mieux informés et mieux placés pour prendre des décisions sur leur futur et l’avenir paisible du pays.

Les groupes cibles sont constitués par les femmes et par la jeunesse. La Recherche et Action a été réalisée pour pouvoir bien formuler la programmation de l'éducation civique. Ces deux catégories de personnes ont des intérêts et besoins particuliers. Cependant, ils sont très souvent mis à l'écart du processus de prise de décision malgré les rôles majeurs qu'ils ont joué pendant la guerre civile: victimes, fauteur de troubles et agents de la paix. Pendant que certaines femmes se révélaient être des leaders au niveau des deux parties en mobilisant et gérant leurs communautés respectives soit en faveur soit du gouvernement ou soit en faveur des *Forces Nouvelles*, généralement, les femmes peuvent occuper une position unique dans une société étant donné qu'elles sont mieux placées pour faire raisonner et convaincre leurs maris et leurs enfants. En parlant de la jeunesse il existe plusieurs exemples de jeunes qui ont été impliqués des deux côtés du conflit ivoirien y compris les *Jeunes Patriotes* qui ont protesté en faveur du gouvernement.

OBJECTIFS ET PORTEE DE L'ETUDE

Le but de cette action-recherche est de récolter des informations sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des Ivoiriens relatifs au processus démocratique, au processus électoral, à l'éducation civique, à la bonne gouvernance, à la gestion et la prévention des conflits. Les points-clés de cette étude informeront sur la conceptualisation et la mise en œuvre des initiatives de sensibilisation et de dialogue entre SFCG et de ses partenaires. Les résultats contribueront également aux efforts de SFCG en Côte d'Ivoire en ce qui concerne l'amélioration de sa programmation. Finalement, les leçons retenues grâce à cette recherche orienteront les activités de SFCG dans la région ou dans d'autres régions où SFCG travaille. Cette recherche contribue aux efforts de suivi de SFCG pour évaluer l'effet de son programme de renforcement des capacités locales de promotion de la paix et la réconciliation en Côte d'Ivoire.

STRATEGIE

Plusieurs facteurs ont contribué à la bonne mise en œuvre de l'action-recherche. SFCG a établi un partenariat avec deux organisations locales grâce aux projets EIDHR et PUR III: l'"Organisation des Femmes Actives de Côte d'Ivoire (OFACI)" et le "Club Union Africaine (Club UA)". De manière générale, OFACI promeut les droits des femmes et l'inclusion, alors que le Club UA organise des programmes de sensibilisation sur la démocratie et les droits des jeunes. Les trois organisations ont l'expérience de travailler avec les communautés ciblées et ont établi des contacts et des relations dans ces régions. L'équipe de recherche ont été sélectionné équitablement entre SFCG, OFACI et Club UA et a été choisi en fonction de leurs rapports avec les communautés ciblées pour cette recherche. Les trois organisations ont travaillé à travers leurs contacts locaux qui ont pu mobiliser les communautés et constituer les groupes de discussion.

La recherche a été menée dans neuf localités sélectionnées parmi les communautés-cible des projets de SFCG. Les critères de sélection (genre, âge, nombre de groupes ethniques présents dans la communauté, lettrés et illettrés) ont été développés pour créer un profil représentatif des régions où les deux projets seront mis en œuvre (types de conflits, situation régionale, mélange des gens, zone gouvernementale et territoires contrôlés par les *Forces Nouvelles*). Dans chaque localité, l'équipe de recherche a sélectionné

Objectifs de l'EIDHR:

- 1) Appuyer le développement des structures locales qui servent comme plateformes permettant d'autres voix de s'exprimer sur l'éducation civique et la sensibilisation du processus électoral.
- 2) Renforcer la participation informée des femmes et des jeunes au processus électoral.

Objectifs de PUR III:

- 1) Accès à l'information de qualité et de crédibilité en rapport avec les préoccupations communautaires.
- 2) Promouvoir la participation inclusive et le dialogue social.
- 3) Renforcer les capacités locales de réduire les tensions et de gérer les conflits à travers des solutions de coopération

des participants issus de différents milieux et représentant trois catégories principales : femmes âgées (maximum dix), femmes jeunes (maximum dix) et hommes jeunes (maximum dix). Cette approche a permis de s'assurer que les différences d'opinions et de connaissances entre catégories étaient prises en compte et notés. En plus de ces personnes, trois leaders d'opinions (généralement des hommes âgés) ont été interviewés dans chaque localité pour valider les conclusions des groupes de discussion. Les enquêteurs ont ciblé les leaders d'opinion, guérisseurs traditionnels et leaders religieux et la triangulation entre leurs réponses et celles des groupes de discussion s'est révélée très utile.

METHODOLOGIE

SFCG a eu recours aux groupes de discussions et aux interviews avec les personnes ressources comme outils principaux pour cette étude. Comme il a été expliqué plus haut, trois catégories de personnes ont été ciblées : les femmes plus âgées (de plus de 35 ans), les femmes jeunes (de 18 à 35 ans) et les jeunes hommes (de 18 à 35 ans). L'équipe d'enquêteurs ont conduit des groupes de discussion avec des représentants de chaque catégorie séparément, réunissant dix participants de groupes ethniques, niveau de scolarisation et appartenance politique différents dans chaque groupe de discussion. Dans certains cas spécifiques, les groupes de discussions ont dû être conduit séparément en fonction de l'identité ethnique du fait de la nature délicate de certaines questions. Tous les entretiens et discussions ont été enregistrés pour être ensuite transcrits pour s'assurer de l'exactitude des données collectées.

L'équipe d'enquêteur s'est partagée en paires pour récolter les données. Chaque paire comprenait un représentant de SFCG et un partenaire, ainsi qu'un homme et une femme. Le travail sur terrain a eu lieu du 3 au 17 mars 2007, débutant avec une formation pour l'équipe. Pendant la formation les enquêteurs ont revus les objectifs des projets EIDHR et PURIII, appris les techniques d'enquête et se sont exercés à mener des interviews pour s'assurer de la même compréhension des questions. Chaque discussion était guidée par un questionnaire, qui avait été testé auparavant et révisé pendant la formation. Les questions se concentraient sur les thèmes suivants :

- Pourquoi les gens écoutent-ils la radio?
- Quelles sont les relations entre les groupes?
- Quel est le niveau de connaissances actuel en matière d'éducation civique?
- Quel type d'informations liées aux élections, sur lesquelles les populations veulent en savoir en plus ? En particulier les jeunes et les femmes ?
- Quel est le meilleur moyen d'avoir accès aux jeunes et aux femmes?

POINTS-CLES

Grâce à cette recherche, SFCG et ses partenaires ont pu identifier des points-clé qui vont guider et informer la mise en œuvre des deux projets.

A) La radio en tant qu'outil de communication

Les participants aux discussions ont dit qu'ils écoutaient généralement la radio pour rester en contact avec leur environnement. Ils ont dit avoir accès à au moins une station de radio par localité. Plusieurs autres sources d'information ont été mentionnées, dont la télévision, les journaux, l'internet et le bouche à oreille. De façon générale, un grand nombre de personnes comptent sur la radio pour les tenir informés, à moins que la radio en question ait tendance à manipuler l'information..

B) Relations entre les groupes

Les réponses aux questions ayant trait aux relations entre les différents groupes variaient d'une localité à l'autre. Dans certaines localités, les participants disaient vivre en harmonie. Dans d'autres, les participants ont parlé de conflits fonciers, politiques et intergénérationnels. Dans la Zone de Confiance – la région entre les territoires sous contrôle des *Forces Nouvelles* au nord et les zones gouvernementales au sud – les participants ont parlé de l'insécurité alors que des hommes armés arrêtent généralement les véhicules et prennent de l'argent et des marchandises des voyageurs et que les gens ont les rumeurs circulent sur l'identité des responsables. Dans cette région, les participants n'étaient pas à l'aise pour parler franchement en présence de personnes d'autres groupes ethniques.

Selon les participants, les conflits fonciers sont les conflits les plus prévalent mais leur nombre et leur intensité varient d'une communauté à l'autre.

“A Talere, mon village, on a dit aux Dioula avant qu'ils ne s'installent que ce lopin de terre était destiné à la construction d'un marché. Quand le chef est mort et que son neveu l'a remplacé, les Dioula ont refusé de quitter la terre pour permettre la construction du marché. Alors les jeunes Senoufo ont été dans cette partie de la ville et ont commencé à démolir leurs maisons.”— *Un jeune participant à Korhogo*

C) Niveaux de connaissances sur l'éducation civique et le processus démocratique.

De manière générale, l'étude a montré que le niveau de connaissance du processus démocratique et électoral parmi les jeunes et les femmes (à l'exception des étudiants universitaires) est bas, en particulier dans les zones rurales représentées. Par contre, les trois catégories de participants, les jeunes, les femmes jeunes et les personnes âgées ont dit vouloir être informés des différentes étapes de ces processus en Côte d'Ivoire. Un autre point commun était que ces groupes ne se sentaient pas suffisamment informés sur les décisions prises par le gouvernement sur différents sujets. Par exemple, ils voulaient des informations sur les négociations de paix entre le gouvernement et les *Forces Nouvelles* à Ouagadougou. Ils disaient vouloir être mieux informés de ce qui se passait dans leur pays.

Interrogés sur leurs droits et responsabilités en tant que citoyens, les jeunes et les femmes en savent en général plus sur leurs droits que sur leurs responsabilités. Dans chaque communauté, l'étude a montré qu'un nombre insuffisant de programmes de sensibilisation ont été organisé pour avoir un effet ou impact sur la population ; à l'exception de l'éducation civique scolaire (qui est incomplète).

Il y avait des différences entre les femmes, en particulier entre les femmes âgées et les jeunes dans leurs perceptions du processus électoral. De nombreuses femmes disaient qu'avant de pouvoir organiser des élections, il fallait la paix dans le pays. Alors que les jeunes généralement considéraient les élections comme étant très importantes et devant

“Les vieux ne veulent pas laisser la place aux jeunes”.
— *Jeune participant*

être tenues rapidement. Plusieurs jeunes dans différentes localités ont identifié les élections comme l'opportunité d'exprimer leur opinion et choisir qui devrait diriger le pays.

Liberté d'expression

De manière générale, la liberté d'expression est restreinte autant dans les régions urbaines que rurales. Il existe cependant un certain degré de liberté d'expression entre les personnes partageant les mêmes intérêts. Cette liberté limitée a été démontrée par la difficulté des enquêteurs à amener les gens de Bangolo à discuter de leurs opinions sur différentes questions devant des participants d'autres groupes ethniques.

"En tant qu'artiste et un rappeur, ils censurent souvent ce que nous disons; ce qui n'est pas facile et les gens disent que nous sommes en démocratie."—Musicien à Abidjan

D) Les besoins et les intérêts en information

Les points suivants ont été fréquemment soulevés par les participants aux discussions lorsqu'ils étaient interrogés sur ce qu'ils voulaient savoir en matière d'éducation civique et processus démocratique, dont notamment les élections, en Côte d'Ivoire :

- Un consensus général existe parmi les participants aux discussions de vouloir renforcer les programmes d'éducation civique dans les écoles.
- Les groupes de jeunes voudraient des formations en éducation civique et en processus démocratique transmis au travers d'activités culturelles.
- Plusieurs participants aux groupes de discussion s'intéressent à obtenir des informations sur le processus d'identification nationale en Côte d'Ivoire.
- Les participants voudraient voir la Constitution Ivoirienne, les informations et les documents officiels être simplifiés et rendus largement disponibles.
- Les participants disent aussi qu'ils veulent comprendre le fonctionnement de la Commission Indépendante Electorale et de l'Institut National de la Statistique.
- Les jeunes et les femmes aimeraient participer au processus de prise de décision dans leurs communautés respectives, puisqu'ils sont normalement marginalisés de ce côté-là. Ce sentiment d'aliénation est ressorti clairement des discussions.
- La société civile (jeunes et femmes) aimerait renforcer leurs capacités par des formations qui leur permettraient d'être impliqués de manière crédible dans l'observation électorale.
- La plupart des personnes interrogées voulaient avoir des informations plus claires sur chaque étape du dialogue direct qui a eu lieu à Ouagadougou.
- D'un point de vue général, pour encourager l'implication des femmes, en particulier celles des zones rurales il faut leur apporter des informations qui répondent à leurs préoccupations.

E) Les préférences de communication

- La plupart des femmes en zones rurales préfèrent recevoir les informations dans la langue locale.
- Les populations ciblées préféreraient des programmes qui leur permettent d'interagir avec les animateurs afin qu'elles puissent poser des questions de clarification, tel que le Parlement, les agoras (si dépolitisés), le théâtre interactif et les projections vidéo qui expliquent les processus démocratiques et électoraux
- Dans des groupes de discussion, certains jeunes hommes ont eu l'idée de simplifier la Constitution Ivoirienne et autres documents et messages du gouvernement ; et qu'une information simplifiée devrait être rendue accessible à la population.
- Dans certaines régions, la télévision n'est pas accessible (comme Danane et Bangolo).

- Les femmes (jeunes et âgées) préfèrent que les associations féminines fassent la transmission de l'information.
- Plusieurs jeunes hommes ont parlé d'événements de solidarité qui réunissent les gens comme étant importants car ils permettaient de parler des problèmes brûlants de la communauté et de trouver des solutions de manière collective.
- Pendant les discussions de groupe à Korhogo ainsi qu'à Cocody à Abidjan, les jeunes ont parlé d'utiliser des brochures, des posters et des bandes dessinées pour transmettre les messages. Les mêmes groupes de discussion à Korhogo et Cocody ont mentionné les griots, les chanteurs, les artistes et les mégaphones comme des instruments utiles de dissémination de l'information.

RECOMMANDATIONS

Sur la base de ces résultats, des recommandations préliminaires ont été faites à l'équipe de SFCG, à considérer dans leur programmation sur l'éducation civique et la démocratie.

- Afin de toucher la majorité des participants, notamment les femmes en zones rurales, il sera important d'offrir des programmes en langues locales.

Il est nécessaire de cibler les jeunes et les femmes en les trouvant là où ils se trouvent et au travers d'activités qu'ils apprécient (par exemple les associations de marché, le divertissement – surtout le football – dans les écoles et les familles). Suivant les recommandations de certaines jeunes, plus devrait être fait de la présence d'écoles locales pour multiplier les effets. En transmettant des messages aux jeunes à l'école, ils peuvent ensuite partager l'information avec leurs parents à la maison.

- Il a été observé pendant les discussions que plusieurs conflits existaient dans les communautés opérationnelles du projet. Ce sont des questions où SFCG et ses deux partenaires peuvent utiliser leur expertise pour promouvoir la cohésion sociale.

Certains groupes de discussions ont exprimé le besoin de renforcement des partenaires impliqués dans la mise en œuvre des deux projets.

Etant donné la présence de stations de radio dans les régions opérationnelles des projets, SFCG et ses partenaires devraient utiliser plus ces outils dans la mise en œuvre des deux projets.

Etant donné que dans la plupart des communautés, très peu de programmes de sensibilisation ont été organisés, une stratégie globale d'éducation civique devrait être développée par SFCG et ses deux partenaires afin d'obtenir les résultats désirés en fin de projet. Une idée serait de renforcer les programmes d'éducation civique des écoles.

- Une stratégie devrait être développée pour promouvoir la liberté d'expression grâce à des méthodes telles que la facilitation de dialogue et le recours aux jeunes et aux femmes dans les processus de prise de décision communautaires.